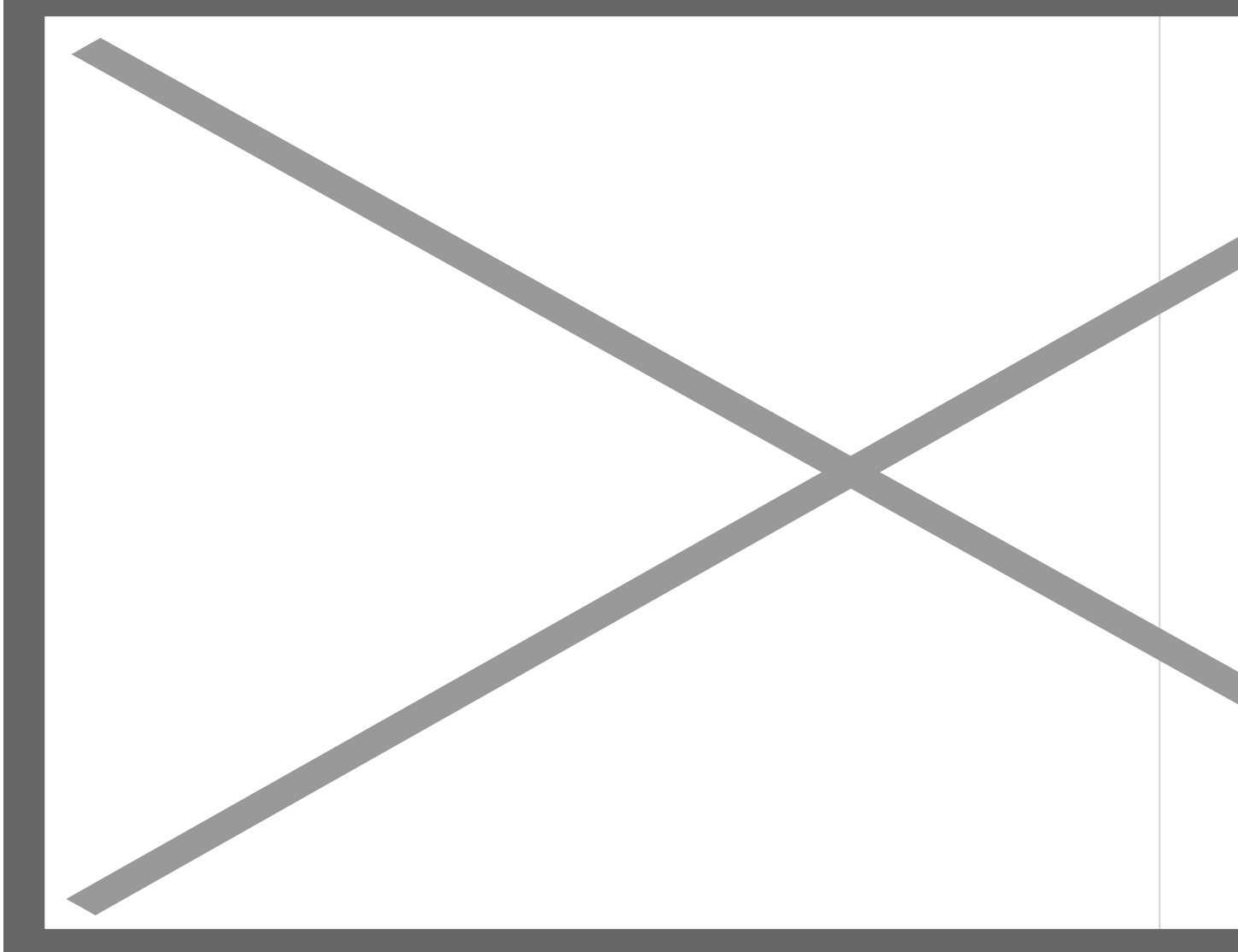


La présidente péruvienne entame un dialogue sans issue à la crise politique

Image not found or type unknown



La Havane, 16 février, (RHC)- La présidente péruvienne, Dina Boluarte, a entamé ce mercredi un cycle de discussions politiques à la recherche d'une issue à la crise sociale et politique, sans pour autant proposer sa démission, principale revendication de grandes manifestations qui ébranlent le Pérou depuis le 7 décembre dernier.

Dina Boluarte a reçu séparément les dirigeantes de Somos Peru, Patricia Li, et du parti Force Populaire (FP), Keiko Fujimori, après quoi elle a fait un résumé dans lequel elle n'a pas mentionné l'option d'avancer les élections présidentielles et parlementaires.

Elle a seulement dit avoir parlé de la gestion du gouvernement et de ses projets d'infrastructure, comme les services d'eau et d'égouts pour les populations qui en sont dépourvues, ainsi que de l'appel aux maires et gouverneurs nouvellement élus à se dissocier des barrages de routes et à travailler avec l'exécutif.

Les réunions, a-t-elle dit, ont également porté sur la crise politique, qu'elle considère comme étant générée par les marches de protestation dans lesquelles, a-t-elle dit, il y a un groupe violent qui a semé le chaos.

Les marches, les manifestations et toutes sortes de rassemblements sont interdites depuis hier dans le centre historique de Lima, théâtre de manifestations quotidiennes contre le gouvernement depuis trois semaines déjà.

Le maire de la capitale péruvienne a affirmé qu'une telle mesure visait à protéger la zone, déclarée patrimoine de l'humanité mais la mesure a suscité une controverse car elle porte atteinte au droit de réunion et d'expression par le biais de marches ou de manifestations.

Il y a quelques années, une ordonnance municipale similaire a été annulée par la Cour constitutionnelle. Le célèbre juriste Carlos Rivera a donc déclaré qu'il ne fallait pas exclure que la nouvelle mesure soit contestée devant cette juridiction.

Carlos Rivera a souligné que d'éventuelles restrictions devraient être pleinement fondées et évaluées par rapport aux droits qu'elles affectent et, dans ce cas, a-t-il estimé, ceux de réunion et d'expression sont plus importants que la protection du centre historique.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/313930-la-presidente-peruvienne-entame-un-dialogue-sans-issue-a-la-crise-politique>



Radio Habana Cuba